

# Bruno Studer, député En Marche veut que l'islam soit enseigné à l'école en Alsace-Moselle

écrit par Christine Tasin | 25 juin 2017

C'est la première étape, annoncée, de la suppression de [la loi de 1905](#) dans l'ensemble de la France.

Surfer sur la vague du Concordat qui prévoit l'enseignement de la religion ( et non pas du fait religieux comme c'est déjà le cas partout en France, inclus dans le programme d'histoire ) en Alsace-Moselle. Les 4 religions expressément prévues par le Concordat sont le catholicisme, le protestantisme luthérien, le protestantisme réformé, la religion juive.

Ils sont nombreux, depuis des lustres, ceux qui étendent subrepticement à l'islam les "avantages " accordés aux 3 autres religions.

<http://resistancerepublicaine.com/2015/04/13/le-leche-babouche-s-francois-grosdidier-senateur-maire-de-woippy-veut-des-mosques-partout-payees-par-le-con-tribuable/>

Mais la proposition de Bruno Studer, élu député LREM vise à carrément revoir le texte du Concordat et à mettre l'islam au rang de religion officielle d'Alsace-Moselle, en attendant qu'il le soit comme prévu par Macron dans la France entière.

D'après des chiffres cités par l'Observatoire de la laïcité, l'heure de religion est de facto peu suivie dans les écoles: "en 2010, si 63% des élèves suivaient l'enseignement religieux à l'école primaire, ils n'étaient plus que 30% au collège et 14% au lycée" pour les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle. Et à Strasbourg, on compte même 72,4% de "dispensés".

En théorie, cet enseignement est obligatoire dans les trois départements concernés, à raison d'une heure par semaine dans le primaire comme dans le secondaire. Dans les faits, il est cependant facultatif, puisque les familles peuvent demander à en être dispensées.

<http://loractu.fr/metz/16385-un-depute-la-republique-en-marche-favorable-a-l-integration-de-l-enseignement-de-l-islam-a-l-ecole-en-alsace-moselle.html>

Il faut tout de même reconnaître que LREM, enfant bâtard du PS et de LR, applique simplement ce qui est dans les tuyaux depuis fort longtemps.

Des proches de Fillon, NKM et Baroin, il y a peu, travaillaient déjà sur le sujet :

<http://resistancerepublicaine.com/2017/04/05/en-alsace-les-proches-de-fillon-veulent-integrer-lislam-au-concordat/>

Avant eux, déjà, Hollande via Valls et son préfet d'Alsace avait décidé la chose, ajoutant des cours d'islam là où les musulmans sont nombreux :

La première est la puante hypocrisie de ceux qui prétendent offrir cet enseignement à tous, sans distinction de religion : « *Les autorités religieuses catholiques et protestantes planchent actuellement sur la rédaction d'un programme qui serait un éveil culturel et religieux à toutes les grandes religions monothéistes, et destiné aux élèves qui le voudront, sans distinction de religion* » mais s'empressent d'ajouter : « **Les établissements choisis seraient notamment ceux où la part d'élèves de confession musulmane est importante** ». Quand je vous dis que l'on est en train d'inclure une école coranique dans chaque école publique...

La deuxième chose est que l'on va confier cet enseignement de la religion à des imams...

*Un expert musulman sera associé à la préparation de ce programme, et des imams pourraient intervenir dans ces cours à condition d'avoir un diplôme à bac + 5.*

Lire l'ensemble de l'article ici :

<http://resistancerepublicaine.com/2015/11/04/en-alsace-moselle-lecole-publique-va-en-seigner-lislam-merci-hollandevalls/>

Et cela date de 2015...

Tout va très bien, Madame la Marquise...

Et pour ajouter à la désespérance des patriotes, un autre député EnMarche-Modem, d'Alsace Sylvain Waserman, comme Bruno Studer, veut encore plus de décentralisation et que les régions soient libres des langues étrangères enseignées dans ses établissements...

Si ça ce n'est pas une demande afin que l'arabe soit enseigné partout, et surtout dans les régions islamisées, qu'est-ce que c'est ?

Si ça ce n'est pas une demande afin de faire [exploser la notion d'école nationale](#) avec des programmes nationaux, qu'est-ce-que c'est ?

Lors d'une rencontre avec des journalistes au Club de la presse, M. Studer et un autre nouveau député LREM-MoDem, Sylvain Waserman sont aussi revenus sur le statut de l'Alsace qui a fusionné en 2016 avec la Lorraine et la Champagne-Ardenne. «L'objectif est que l'Alsace redevienne une collectivité territoriale. Le scénario, lui, n'est pas établi» a assuré Bruno Studer, indiquant qu'«il fallait une nouvelle phase de décentralisation, et y faire une proposition pour l'Alsace».

«Une fusion des deux départements, avec des compétences supplémentaires, ferait sens» (...) dans le cadre de la préparation de la stratégie de développement économique du conseil régional Grand Est, je n'ai entendu aucun chef d'entreprise me dire: «C'est un gros problème que l'Alsace ne soit pas toute seule !» a assuré M. Waserman. Le nouveau député qui est aussi élu au conseil régional du Grand-Est a dit aussi qu'il plaiderait à Paris que la compétence de l'enseignement des langues étrangères soit, dans l'avenir, dévolue aux régions. Le président (LR) du Grand-Est, Philippe Richert, avait déjà demandé plus de compétences pour les régions au nouveau président Emmanuel Macron.

<http://loractu.fr/metz/16385-un-depute-la-republique-en-marche-favorable-a-l-integra>

